Industrie Canada Industry Canada

Premier trimestre de 2008

LE MONITEUR DU CAPITAL DE RISQUE

Les petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes innovatrices à forte croissance qui commercialisent les résultats de la recherche sont en grande partie tributaires de l'industrie du capital de risque pour assurer leur financement. C'est pourquoi la vigueur de cette industrie revêt de l'importance pour ce segment des PME. La présente série de bulletins a pour but de fournir de l'information à jour sur l'industrie du capital de risque au Canada. À cette fin, elle fait état des tendances observées au chapitre de l'investissement, rend compte de la recherche sur des sujets touchant le capital de risque et examine les principales grappes technologiques où est investi le capital de risque.

INTRODUCTION

Le présent numéro rend compte de l'activité en matière de capital de risque au Canada durant le premier trimestre de 2008. Il comporte un article qui souligne certains investissements en capital de risque de gouvernements et d'organismes gouvernementaux, annoncés pendant le trimestre, et fait le point sur les annonces du budget fédéral de 2007 se rapportant au capital de risque. Un article consacré à Edmonton décrit les grappes technologiques de la ville, certains organismes de soutien, ainsi qu'un partenariat exceptionnel entre le bureau de transfert de la technologie de l'Université de l'Alberta et l'Edmonton Economic Development Corporation, qui aide au lancement d'entreprises prometteuses spécialisées dans la technologie.

APERÇU DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE CAPITAL DE RISQUE

Investissement et mobilisation de fonds

Baisse marquée de l'investissement en capital de risque et de la mobilisation de fonds

L'investissement en capital de risque au Canada s'est chiffré à 323 millions de dollars (129 transactions) au premier trimestre de 2008, en baisse de 47 % par rapport au trimestre correspondant de 2007, où ils s'élevaient à 610 millions (136 transactions) (tableau 1). Il s'agit du plus faible niveau d'investissement trimestriel en plus de deux ans. Ce recul est en grande partie attribuable au déclin de l'investissement étranger dans les transactions de grande valeur. L'importante contribution d'un petit nombre de transactions de très grande valeur aux investissements totaux en capital de risque en 2007 a donné lieu à des niveaux d'investissement trimestriel en capital de risque très volatils.

La mobilisation de capital de risque s'est chiffrée à 334 millions de dollars au premier trimestre de 2008, soit un peu moins que les 338 millions enregistrés au quatrième trimestre de 2007 et en baisse de 28 % par rapport au premier trimestre de 2007, où la mobilisation avait atteint 467 millions.

Tableau 1
Investissement en capital de risque, premiers trimestres de 2007 et de 2008

	T1 2007	T1 2008	Variation (en %)
	(millions de dollars)		
Investissement	610	323	-47
Mobilisation de fonds	467	334	-28

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

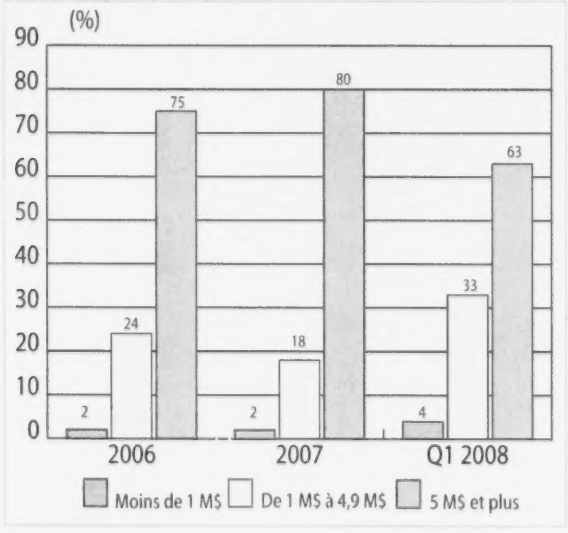
Canada

Valeur des transactions

La baisse des transactions de grande valeur a réduit la valeur moyenne des transactions

La valeur moyenne des transactions au premier trimestre de 2008 s'élevait à 2,5 millions de dollars, soit une baisse importante par rapport à la valeur moyenne affichée durant les derniers trimestres. À titre comparatif, la valeur moyenne des transactions se chiffrait à 4,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007 et à 4,6 millions au premier trimestre de 2007 (3,6 millions si l'on exclut la transaction de très grande valeur de Geosign). Le fait que les investisseurs, et tout particulièrement les investisseurs étrangers, aient beaucoup moins investi dans des transactions de grande valeur par rapport aux trimestres précédents – tant en termes absolus que relatifs (figure 1) – est un facteur qui a contribué à ce recul. Cela a en effet poussé à la baisse la valeur moyenne des transactions, dans la mesure où les 129 transactions du premier trimestre se situaient dans la fourchette observée ces derniers trimestres.

Figure 1
Investissement en capital de risque selon la valeur des transactions



Source : Thomson Financial Canada, 2008.

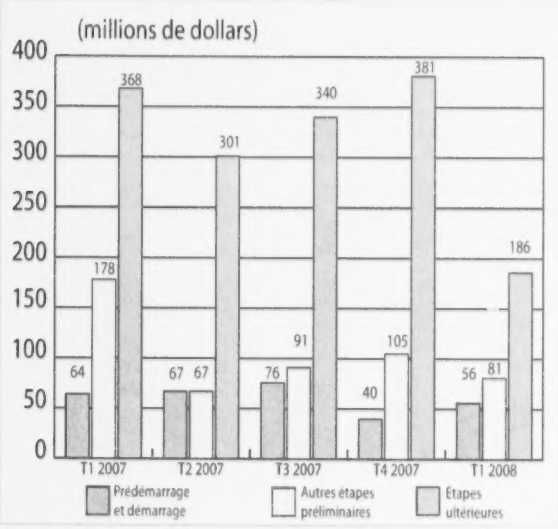
Étape du développement

Recul de l'investissement aux étapes ultérieures

La part de l'investissement aux étapes ultérieures a baissé, 58 % des investissements en capital de risque ayant été effectués dans des entreprises canadiennes qui en étaient aux étapes ultérieures de développement au premier trimestre de 2008 (figure 2). Ce taux est inférieur à celui enregistré pour 2007 dans son ensemble, mais équivaut au taux de 57 % pour l'année 2006. Le recul global de l'investissement en capital de risque, mentionné ci-avant, a surtout touché les entreprises aux étapes ultérieures de développement. Si l'investissement aux étapes ultérieures a diminué de façon marquée au premier trimestre de 2008, chutant de 49 % par rapport au trimestre correspondant de 2007, l'investissement aux étapes du prédémarrage et du démarrage a quant à lui régressé de 13 % à peine.

La baisse de l'investissement aux étapes ultérieures a été influencée par les tendances relativement à l'investissement étranger. En 2007, les investisseurs étrangers étaient à l'origine de la hausse de l'investissement aux étapes ultérieures. Étant donné la forte baisse dans les niveaux d'investissement étranger au premier trimestre de 2008, l'investissement aux étapes ultérieures a également diminué.

Figure 2
Investissement en capital de risque, selon l'étape de développement



Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Type d'investisseur

L'investissement par des fonds étrangers et de détail diminue

On a observé une baisse du montant investi par les fonds étrangers et canadiens (tableau 2). La baisse la plus marquée a toutefois été enregistrée pour les sources étrangères, qui ont à peine investi 76 millions de dollars (18 transactions) au premier trimestre de 2008, en baisse par rapport aux 303 millions (14 transactions) investis au trimestre correspondant de 2007. Le montant investi par les fonds étrangers au premier trimestre de 2008 représentait seulement 23 % du capital de risque canadien, ce qui est inférieur aux montants enregistrés durant les derniers trimestres.

Les investissements des sociétés à capital de risque de travailleurs (SCRT) et des fonds de détail ont également chuté, totalisant 57 millions de dollars (80 transactions) au premier trimestre de 2008, en baisse de 50 % par rapport aux 113 millions (59 transactions) enregistrés au trimestre correspondant de 2007. Le recul était surtout marqué au Québec, où l'investissement des fonds de détail au premier trimestre de 2008 a chuté de 70 % par rapport à la même période l'an dernier.

L'investissement par des fonds privés indépendants a atteint 82 millions de dollars (51 transactions) au premier trimestre de 2008, soit une baisse par rapport aux 97 millions (également 51 transactions) enregistrés au trimestre correspondant de 2007. Ce montant se situe toutefois dans la fourchette des niveaux d'investissement trimestriel observés au cours des dernières années.

Tableau 2
Répartition de l'investissement en capital de risque selon le type d'investisseur, premiers trimestres de 2007 et de 2008

	T1 2007	T1 2008	Variation (en %)
	(millions de dollars)		
SCRT et fonds de détail	113,1	57,2	-49,4
Fonds privés indépendants	96,9	82,0	-15,4
Fonds étrangers	303,1	75,6	-75,1

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Mobilisation de fonds

Le déclin de la mobilisation de fonds se poursuit

La mobilisation de capital de risque au Canada a atteint 334 millions de dollars au premier trimestre de 2008, en baisse de 28 % par rapport au trimestre correspondant de 2007 (tableau 3). Cette baisse globale, qui est attribuable à un net recul de la mobilisation par les SCRT et les fonds de détail, est en partie contrebalancée par une hausse de la mobilisation par les fonds privés indépendants.

Tableau 3
Répartition de la mobilisation de capital de risque selon le type d'investisseur, premiers trimestres de 2007 et de 2008

	T1 2007	T1 2008	Variation (en %)
	(millions de dollars)		
SCRT et fonds de détail	396	164	-59
Fonds privés indépendants	70	170	143
Total	467	334	-28

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

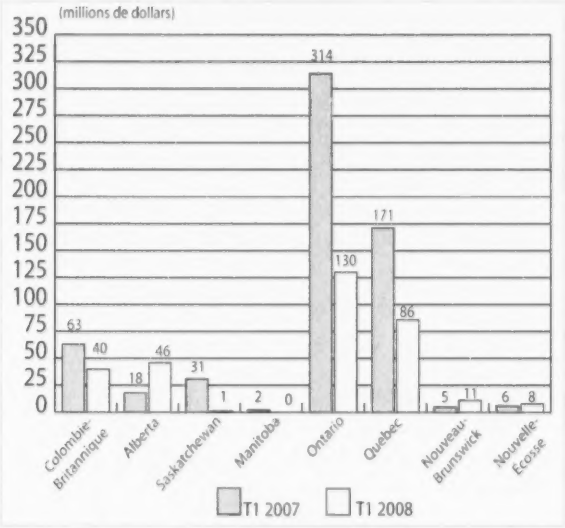
Répartition régionale

L'investissement a diminué en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique, mais a augmenté dans le reste du pays

L'investissement en capital de risque a affiché un important repli en Ontario et au Québec (figure 3, tableau 4). En Ontario, il s'est établi à 130 millions de dollars (42 transactions) au premier trimestre de 2008, en baisse par rapport au montant de 221 millions (48 transactions) enregistré au quatrième trimestre de 2007 et à celui de 314 millions (50 transactions) affiché au premier trimestre de 2007. Ce repli est attribuable à d'importantes baisses du financement aux étapes ultérieures et de l'investissement étranger, vu qu'un peu plus de la moitié de l'ensemble de ces types d'investissement au Canada en 2007 avaient été effectués en Ontario. L'investissement en capital de risque au Québec a atteint 86 millions de dollars (41 transactions) au premier trimestre de 2008, en baisse par rapport au montant de 196 millions (56 transactions) enregistré au quatrième trimestre de 2007 et à celui de 171 millions (55 transactions) affiché au premier trimestre de 2007.

La part de l'investissement en capital de risque dans les trois provinces les plus peuplées – l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique – a reculé pour s'établir à 79 % au premier trimestre de 2008, taux de loin inférieur à la moyenne de 93 % enregistrée au cours des deux dernières années (2006 et 2007). Ce recul est attribuable au fait que l'investissement dans ces trois provinces au premier trimestre de 2008 était inférieur à celui enregistré en 2007, peu importe le trimestre, et que les investissements en Alberta, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse étaient supérieurs à ceux enregistrés en 2007, quel que soit le trimestre.

Figure 3
Répartition régionale de l'investissement en capital de risque au Canada, premiers trimestres de 2007 et de 2008



Source : Thomson Financial Canada, 2008.

Tableau 4
Nombre d'entreprises recevant du capital de risque par province, premiers trimestres de 2007 et de 2008

	T1 2007	T1 2008	Variation (en %)
Colombie-Britannique	13	15	15
Alberta	5	15	200
Saskatchewan	2	2	0
Manitoba	5	1	-80
Ontario	47	41	-13
Québec	54	41	-24
Nouveau-Brunswick	2	6	200
Nouvelle-Écosse	3	7	133

Source : Thomson Financial Canada, 2008.

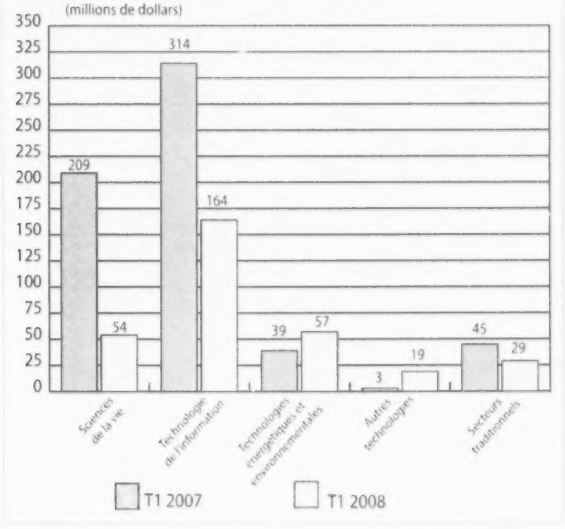
Répartition selon le secteur d'activité

Augmentation de l'investissement dans les technologies énergétiques et environnementales, recul dans les autres secteurs

L'investissement dans les secteurs de la technologie de l'information (TI) et des sciences de la vie a diminué de façon marquée au premier trimestre de 2008 par rapport au trimestre correspondant de 2007 (figure 4) car trois transactions de très grande valeur avaient eu lieu dans ces secteurs au premier trimestre de 2007 alors qu'aucune transaction aussi importante n'a été signalée au trimestre correspondant de 2008.

L'investissement dans les technologies énergétiques et environnementales s'est chiffré à 57 millions de dollars (10 transactions) au premier trimestre de 2008, en hausse par rapport aux 39 millions (12 transactions) investis au trimestre correspondant de 2007, mais en baisse par rapport aux 112 millions (14 transactions) investis au quatrième trimestre de 2007.

Figure 4
Investissement en capital de risque selon le secteur d'activité, premiers trimestres de 2007 et de 2008



Source : Thomson Financial Canada, 2008.

ACTIVITÉ GOUVERNEMENTALE

Au premier trimestre de 2008, la Banque de développement du Canada (BDC) a investi 34,4 millions de dollars en capital de risque dans 30 entreprises, montant auquel s'ajoutent les 137,2 millions injectés par des co-investisseurs (tableau 5).

Tableau 5
Transactions de la BDC au premier trimestre de 2008

	BDC ($)	Co-investisseurs ($)	Total ($)
Prédémarrage	2 200 001	1 750 001	3 950 002
Démarrage	13 530 224	49 519 776	63 050 000
Autres étapes préliminaires	6 662 029	41 874 504	48 536 533
Étapes ultérieures	12 060 625	44 099 127	56 159 752
Total	34 452 878	137 243 408	171 696 286

Source : Banque de développement du Canada, 2008.

Dans le budget de 2008, le gouvernement du Canada a proposé d'affecter 75 millions de dollars à la BDC pour que celle-ci soutienne la création d'un nouveau fonds privé de capital de risque.

Le budget de 2008 propose également des changements en vue d'améliorer le cadre d'investissement transfrontalier en simplifiant les règles transfrontalières en matière de retenue d'impôt et de production de déclarations d'impôt. Ces changements devraient simplifier certaines exigences se rapportant à l'article 116 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Avrio Ventures, un fonds de capital de risque créé en 2006 avec un financement de 50 millions de dollars provenant de Financement agricole Canada, a annoncé en mai 2008 qu'il mobilisait des fonds d'Exportation et développement Canada ainsi que de la Banque de développement du Canada, ce qui porte à 75 millions de dollars le total des engagements d'investissement dans le fonds.

Le point sur les annonces concernant le capital de risque dans le budget fédéral de 2007

Comme on l'a indiqué dans le numéro du premier trimestre 2007 du *Moniteur du capital de risque*, le gouvernement fédéral a fait deux annonces relativement au capital de risque dans le budget de 2007 :

Le budget prévoyait le non-assujettissement des actions des entreprises canadiennes cotées dans des bourses de valeurs « reconnues » aux exigences concernant la production de déclarations d'impôt et la retenue d'impôt en vertu de l'article 116 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Cette exemption est entrée en vigueur quand la *Loi d'exécution du budget* a reçu la sanction royale en décembre 2007.

Le budget annonçait qu'un accord de principe avait été conclu entre le Canada et les États-Unis concernant les mises à jour de la convention fiscale entre les deux pays, entre autres l'élargissement des avantages de la convention aux sociétés à responsabilité limitée, structure utilisée par de nombreux investisseurs de capital de risque aux États-Unis. Cette mesure entrera en vigueur une fois que la convention sera ratifiée par les États-Unis et que les deux pays auront échangé officiellement les documents de ratification.

Dans son budget de 2008, le gouvernement de l'Alberta a annoncé un investissement de 100 millions de dollars pour établir l'Alberta Enterprise Corporation, afin de fournir à des entreprises innovatrices un capital de risque à leurs étapes préliminaires de développement.

En avril 2008, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé qu'il avait lancé le BC Renaissance Capital Fund, doté d'une enveloppe de 90 millions de dollars, et obtenu le concours des gestionnaires de six des meilleurs fonds de capital de risque afin d'aider à attirer le savoir-faire commercial et l'investissement en capital de risque en Colombie-Britannique. Les gestionnaires de fonds sont ARCH Venture Partners, VantagePoint Venture Partners, Kearny Venture Partners, Walden Venture Capital, Ventures West et Celtic House Venture Partners.

APPROCHE D'EDMONTON À L'ÉGARD DE L'INCUBATION D'ENTREPRISES ET DE LA COMMERCIALISATION DE LA TECHNOLOGIE

L'Alberta est bien connu pour ses industries pétrolières et gazières, mais son gouvernement provincial et ses administrations municipales font activement la promotion d'une économie plus diversifiée – la commercialisation de la technologie et une activité plus intense en matière de capital de risque. Par exemple, Edmonton abrite plusieurs grappes industrielles technologiques, évoluant notamment dans les domaines suivants : biomédecine et biotechnologie, services de réseau, développement de logiciels, microélectronique, microsystèmes et nanotechnologie, et fabrication de pointe. Plus de 2 000 entreprises d'Edmonton appartiennent aux grappes de la technologie de l'information et des communications et 225 évoluent dans celles des sciences de la vie[1].

[1] Edmonton Economic Development Corporation (www.edmonton.com/eedc).

Aux grappes technologiques de la ville viennent s'ajouter de nombreuses installations de recherche à la fine pointe. Par exemple, l'Université de l'Alberta, située à Edmonton, se classait parmi les cinq premières universités de recherche du Canada en 2006 d'après l'intensité de la recherche[2]. On compte actuellement 73 entreprises dérivées de l'Université de l'Alberta, qui emploient plus de 1 100 personnes[3]. Parmi les autres organismes de recherche importants dans la région, mentionnons TRLabs[4] (développement de la technologie de l'information et des communications), l'Alberta Research Council[5] et l'Institut national de nanotechnologie du Conseil national de recherches Canada.

Edmonton compte également des organisations qui encouragent la croissance d'entreprises et d'entrepreneurs spécialisés dans la technologie. Le programme ForeFront[6] de l'Alberta Heritage Foundation for Medical Research (AHFMR) offre un encadrement, une formation et des fonds pouvant atteindre 685 000 $ pour promouvoir la commercialisation des technologies médicales. Outre l'AHFMR, un soutien est offert aux entreprises innovatrices par l'intermédiaire de l'incubateur de technologie TEC Edmonton, qui est le fruit d'un partenariat novateur entre la ville d'Edmonton et l'Université de l'Alberta. TEC Edmonton a pour but de stimuler la formation de nouvelles entreprises, la commercialisation de la recherche et l'activité d'investissement.

TEC Edmonton

TEC Edmonton a été créé en 2004 dans le cadre d'un partenariat entre l'Université de l'Alberta et l'Edmonton Economic Development Corporation (EEDC), société sans but lucratif appartenant à la ville d'Edmonton, qui est responsable du développement économique régional. TEC Edmonton est un regroupement de programmes de l'Université de l'Alberta et d'EEDC qui offre les services suivants :

- le programme Alberta Deal Generator, qui met les entrepreneurs à la recherche de financement en contact avec des investisseurs institutionnel et providentiels;
- le VenturePrize – un concours de plans d'activités de 200 000 $ pour les nouveaux entrepreneurs en technologie – qui offre aux candidats l'aide et l'encadrement d'entrepreneurs chevronnés et de professionnels du financement;
- le bureau de transfert de la technologie et les programmes d'entreprises dérivées de l'Université, qui appuient les chercheurs lançant de nouvelles entreprises par le truchement d'avis sur un éventail de sujets;
- le programme d'incubateur d'entreprises, qui offre aux nouveaux entrepreneurs en technologie des propositions de planification opérationnelle, une aide en développement de produits et une étude de marché;
- le programme TEC Source, lancé en septembre 2007, qui regroupe un réseau de professionnels bénévoles spécialisés offrant des avis éclairés sur le développement commercial aux entreprises en démarrage admissibles.

Le lien établi entre le bureau de transfert de la technologie, d'une part, et le programme d'incubateur d'entreprises et les programmes de financement, d'autre part, crée une approche intégrée qui aide à relever un certain nombre de défis auxquels font face les nouveaux entrepreneurs en technologie et qui encourage la commercialisation de la recherche et l'entrepreneuriat en technologie.

[2] Top 50 Research Universities List, 2007. RE$EARCH Infosource (www.researchinfosource.com/top50.shtml).

[3] University of Alberta Facts, 2007 University of Alberta (www.ualberta.ca).

[4] TRLabs (www.trlabs.ca).

[5] Alberta Research Council (www.arc.ab.ca).

[6] ForeFront (www.ahfmr.ab.ca/forefront).

NOTES

La présente publication fait partie d'une série de documents publiés par la Direction générale de la politique de la petite entreprise. Cette direction analyse le marché financier et l'incidence des tendances observées sur l'accès des petites entreprises au financement. La recherche actuelle met l'accent sur les entreprises à forte croissance, sur les aspects du capital de risque et de l'environnement commercial en général au Canada qui influent sur le succès de ces entreprises, ainsi que sur les principaux intervenants du marché du capital de risque (par exemple, les sociétés de capital de risque et les investisseurs providentiels).

La Direction générale de la politique de la petite entreprise est par ailleurs responsable du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), vaste programme de collecte de données sur le financement des PME au Canada. En collaboration avec Statistique Canada et le ministère des Finances Canada, Industrie Canada publie des données sur l'offre et la demande de financement des petites et moyennes entreprises. Pour obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des conclusions et des rapports statistiques, consultez le site Web www.pme-prf.gc.ca.

Pour figurer sur la liste d'envoi de cette publication trimestrielle et pour toute question concernant le contenu du présent numéro, communiquez avec Shane Dolan par téléphone au 613-954-5484 ou par courriel à dolan.shane@ic.gc.ca.

DROIT D'AUTEUR

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia
Direction générale des communications
et du marketing
Industrie Canada
Bureau 264D, tour Ouest
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. : 613-948-1554
Téléc. : 613-947-7155
Courriel : production.multimedia@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte en version HTML à www.pme-prf.gc.ca/moniteurcr.

Autorisation de reproduction
À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue Iu186-2/2008-1F-PDF
ISSN 1911-9267
60482

Also available in English under the title
Venture Capital Monitor — Q1 2008.